



Contribution pour l'élaboration de la Stratégie nationale de prévention en santé

Coalition montréalaise des Tables de quartier

11 avril 2025



INFO@CMTQ.ORG
514.721.4019



5675 LAFOND
MONTRÉAL (QC) H1X 2X6



TABLESDEQUARTIERMONTREAL.ORG

Quels groupes de la population la Stratégie devrait-elle viser en priorité? Pourquoi?

La Stratégie devrait viser en priorité les populations les plus vulnérables de la société. Les inégalités de santé sont multiples, interreliées et touchent toujours les mêmes populations plus vulnérables. Les personnes les plus vulnérables sont ainsi exclues de la société.

Quelles sont vos idées pour agir collectivement afin d'améliorer la santé et le bien-être de la population?

Selon nous, afin d'avoir un impact sur l'amélioration de la santé et du bien-être de la population il faut agir en prévention, notamment sur les causes de la détérioration des conditions de vie.

Mais il faut aussi agir sur les réalités vécues par les populations via une approche globale des enjeux qui les impactent puisque ceux-ci sont interreliés (logement, sécurité alimentaire, santé mentale, etc.)

Ensuite, l'approche concertée doit être la pièce d'assise de la Stratégie afin d'obtenir l'engagement de toute la société et de toutes les communautés (ministères, institutions, acteurs sociaux, acteurs environnementaux et culturels, citoyens et citoyennes) à tous les paliers (nationaux, régionaux et locaux) pour avoir un impact réel. **À cet égard, l'action intersectorielle est déjà reconnue comme une stratégie gagnante.**

En conséquence, selon nous, il convient de privilégier davantage la stratégie de la collaboration intersectorielle. Si cette stratégie a souvent été mentionnée dans les diverses politiques gouvernementales, on ne peut pas dire que le gouvernement ait donné les moyens pour que celle-ci soit déployée et consolidée.

Pourtant, l'approche intersectorielle a fait ses preuves pour augmenter la cohérence et la complémentarité des actions. Elle devient une nécessité pour relever les défis en matière de santé qui sont de plus en plus complexes et interconnectés en réunissant les acteurs de tous les horizons. **L'intersectorialité est indispensable pour répondre aux enjeux complexes de santé et travailler afin de réduire les inégalités de santé.**

Cette approche est essentielle pour faire face à des enjeux complexes (itinérance, logement, changements climatiques, etc.), tels qu'ils se vivent actuellement à travers de multiples crises qui se combinent et se renforcent mutuellement (sociale, écologique, politique, économique, culturelle, etc.), crises qui montrent la défaillance de nos grands systèmes. Aucun acteur n'a toutes les questions, ni toutes les réponses face à ce que devrait être le bien-être collectif.

Même sans soutien gouvernemental, la concertation et la collaboration intersectorielle s'est développée au Québec.

À Montréal, cette concertation intersectorielle est déjà en action et s'incarne dans le modèle des tables de quartier. Ce sont 32 tables de quartiers qui rassemblent les forces vives d'une communauté locale afin d'agir sur les inégalités sociales et d'améliorer les conditions de vie et le cadre de vie de la population, et plus particulièrement des plus vulnérables. Elles rassemblent les forces vives de la



communauté (organismes communautaires, CIUSSS, institutions, arrondissements, OBNL) pour réaliser des plans d'actions qui ont été adoptés en impliquant les premiers concernés, des citoyens et des citoyennes. Il s'agit d'une application très concrète du pouvoir d'agir des communautés.

Cette approche de développement des communautés aborde les enjeux d'un territoire de façon la plus globale, la plus intégrée et la plus transversale possible. Ce qui nous permet à Montréal d'intervenir de diverses façons sur plusieurs des thématiques et enjeux évoqués dans cette consultation dans une perspective globale : logement, aménagement urbain, environnement sain, services communautaires, jeunesse, aînés, itinérance, transition socioécologique.

Les tables de quartier ne sont pas laissées à elles-mêmes dans cette concertation intersectorielle. Elles sont soutenues via une entente partenariale originale réunissant nous-mêmes, la Coalition montréalaise des Tables de quartier, la Direction régionale de santé publique de Montréal, la Ville de Montréal et Centraide du Grand Montréal. Il s'agit d'un soutien financier, loin de répondre à tous les besoins, mais surtout d'une collaboration partenariale pour agir ensemble sur les déterminants de la santé au plan local mais aussi au plan régional.

Nous croyons que le gouvernement du Québec aurait avantage à mieux connaître ces structures, à s'en inspirer, mais aussi et à y collaborer pour travailler sur les enjeux d'inégalités sociales.

Le gouvernement devrait également reconnaître la pertinence d'un tel modèle et y contribuer financièrement afin de consolider l'action locale intersectorielle en milieu urbain.

Nous sommes disponibles afin d'aller plus loin pour vous démontrer les retombées de l'action intersectorielle locale sur les inégalités sociales de santé. Nos collaborations avec le Centre de recherche en santé publique, la Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé ou la Chaire de recherche en excellence du Canada *Une seule santé urbaine* qui voient en l'action des tables de quartier des pratiques porteuses sont à cet égard significatives.

Quelques documents pertinents à ce propos :

Le cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social :

http://www.tablesdequartiermontreal.org/wp-content/uploads/2024/09/IMSDSL_CadreReference_web-1.pdf

L'outil d'appréciation des effets de l'action intersectorielle locale : <https://chairecacis-outilinteractif.org/l-outil/>

<http://www.tablesdequartiermontreal.org/documentation/feuillelet-cresp-regard-sur-laction-intersectorielle-locale/>

Par ailleurs, d'autres concertations territoriales intersectorielles existent au Québec. Voilà pourquoi nous croyons que **le gouvernement du Québec devrait prendre en compte cette stratégie dans toutes ses politiques afin de répondre aux besoins des communautés locales et de favoriser la prise en charge par les populations de leur propre développement.**



Afin de favoriser une meilleure collaboration et une coordination des secteur municipaux, communautaires, citoyens et institutionnels dans les territoires, il est essentiel de reconnaître et de soutenir ces espaces de gouvernance et de leadership partagé.

Nous vous remercions de l'attention portée à cette contribution qui, malheureusement, en raison des délais trop serrés de votre consultation, n'a pas l'ampleur que nous aurions aimé lui donner.

